

Economie : la crise en débat

mercredi 17 février 2010, par [SANUK Jean](#) (Date de rédaction antérieure : 4 octobre 2009).

Un séminaire d'économistes et de membres de la IV^e Internationale, s'est tenu du 2 au 4 octobre à l'Institut International de Recherche et de Formation (IIRF) à Amsterdam [1]. Il a rassemblé 32 participants de 15 nationalités différentes, dont 8 membres du NPA de France. Le premier objectif du séminaire était d'analyser la crise économique qui s'est ouverte en 2008 en la replaçant dans une perspective historique et en analysant sa diversité dans les différents continents. Le deuxième objectif était de réactualiser la théorie marxiste des crises en prenant en compte les nouveautés introduites par la mondialisation et la financiarisation des économies. Enfin, le dernier objectif était d'analyser les liens entre la crise économique, la crise alimentaire et énergétique et la crise climatique [2].

● **Tous les intervenants s'accordent sur le fait qu'il s'agit d'une crise structurelle du capitalisme** et non pas d'une récession un peu plus grave que celles qui ont frappé l'économie mondiale depuis l'affirmation de la mondialisation au début des années 1990 (crise du Mexique en 1994, de l'Asie de l'est en 1997-98, de la Russie et de la Turquie en 1999, de l'Argentine en 2001, éclatement de la bulle internet aux États-Unis en 2001...). Cette fois-ci c'est non seulement le cœur du capitalisme mondial qui est touché (l'Amérique du nord et l'Europe) mais aussi les mécanismes fondamentaux mis en place par l'offensive néolibérale. L'intégration mondiale des marchés, la surexploitation, l'emploi précaire, l'endettement des travailleurs au lieu des augmentations de salaire, la dérégulation et la privatisation, l'exigence d'une rentabilité exorbitante par les actionnaires, la spéculation financière sans limite, l'épuisement des ressources naturelles et le dérèglement climatique ont conjointement provoqué un enrayement du système capitaliste. En ce sens, il s'agit de bien plus que d'une crise bancaire liée à la folie des *subprimes* [3]. Ce qui est en cause, c'est la capacité du capitalisme mondial à réaliser un profit élevé en inondant la planète d'une masse croissante de marchandises (qui répondent de plus en plus mal aux besoins sociaux), tout en accentuant les inégalités sociales et la pauvreté au centre et à la périphérie. C'est ce constat qui permet d'affirmer que la crise n'en est qu'à ses débuts. Pour relancer durablement la croissance aux États-Unis, il faudrait non seulement apurer le surendettement des ménages, mais aussi réduire les formidables inégalités sociales et assurer une progression du pouvoir d'achat. Toutes choses que le gouvernement Obama n'a absolument pas l'intention de faire. L'amorce de reprise actuelle, saluée par une envolée des marchés boursiers et alimentée par les banques qui utilisent l'argent public pour spéculer, ne doit pas faire illusion. L'aggravation du chômage, la fin des allocations chômage et autres aides sociales dans les pays où elles existent va conduire à une nouvelle vague de pauvreté qui ne peut qu'accentuer la crise dans les mois à venir. La reprise qui lui succéderait conduirait à une croissance lente s'accompagnant du maintien du chômage et de la pauvreté à un niveau élevé. La difficulté du capitalisme à résoudre de manière significative les causes profondes de la crise rendrait cette croissance instable créant, pour reprendre l'expression de Michel Husson, une « régulation chaotique » plutôt qu'un nouvel ordre stabilisé.

● Malgré ce pronostic sombre, l'analyse de la crise par continent révèle des situations contrastées. Si aucun pays n'est épargné, sa chronologie et son intensité varient selon les continents.

► L'Europe a subi de plein fouet la crise née aux États-Unis car les banques européennes ont pleinement participé à l'aventure des subprimes et parce que l'Union Européenne s'est acharnée à appliquer avec encore plus de zèle les politiques néolibérales. Le blocage des salaires, l'accroissement des inégalités, et une croissance tendancielle plus faible qu'aux États-Unis, ont rendu l'économie européenne très vulnérable au choc de la crise. Le corset institutionnel de l'Union Européenne, si efficace quand il s'agit de s'attaquer aux travailleurs, s'est révélé incapable d'organiser une riposte coordonnée. L'absence d'État Européen et de budget européen a conduit chaque gouvernement à défendre les intérêts immédiats de son capitalisme national. Les pays d'Europe de l'est ont été abandonnés au sort auquel les condamnait leur intégration à marche forcée au sein de l'Europe capitaliste. C'est le Fonds monétaire international (FMI), remis en selle par le G20, qui est chargé de faire de l'ordre dans leur finance et dans leur système bancaire en faillite, car l'Union Européenne et surtout les gouvernements allemand, anglais et français refusent de leur venir en aide.

► L'Amérique latine et l'Asie n'ont pas subi la crise de la même manière. Leurs banques étaient peu impliquées dans les subprimes et les États n'ont pas eu à les sauver de la faillite. La crise s'est transmise pour l'essentiel par la chute des exportations à destination de l'Amérique du nord et de l'Europe et beaucoup moins par la finance, même si des sorties massives de capitaux ont pu affecter quelques pays.

Dans sa phase actuelle, l'impact de la crise en Amérique latine n'a pas été aussi brutal que les crises violentes et répétées que ce continent a connues depuis les années 1980. Comme ailleurs, on assiste à un début de reprise dans certains pays. Au point où un débat anime les élites dirigeantes comparant la crise actuelle avec la situation qu'avait vécue l'Amérique latine au cours de la grande crise des années 1930. L'effondrement du commerce mondial avait poussé l'Amérique latine à se tourner vers son marché intérieur et à s'industrialiser pour produire ce qu'elle ne pouvait plus importer, ce qui allait jeter les fondements de la croissance de l'après-guerre. Dans le monde d'aujourd'hui où s'affirment de nouvelles puissances régionales (la nouvelle catégorie des BRIC : Brésil, Russie, Inde, Chine), la crise pourrait offrir de nouvelles opportunités à certains pays, comme le Brésil, de gagner quelques échelons dans la hiérarchie mondiale. Ces espoirs sont probablement vains, la « drôle de crise » en Amérique latine ressemblant à la « drôle guerre » en France en 1939-40 : le pire est certainement à venir car l'Amérique latine ne peut s'affranchir de la conjoncture mondiale. Son économie est plus intégrée au commerce mondial de marchandises, son appareil productif a été désarticulé par trente ans de politiques néolibérales et l'ampleur de la pauvreté et des inégalités sociales pèsent sur le développement du marché intérieur.

► D'une certaine manière, le même constat s'applique à l'Asie. La crise s'est propagée au moyen d'une chute des exportations de 30 % à 35 % en moyenne à la fin de l'année 2008, conduisant à des fermetures d'entreprises et des licenciements en masse dans tous les pays de la région. Mais l'économie asiatique connaît un rebond depuis le printemps 2009 qui tient beaucoup au plan de relance de la Chine. Le gouvernement chinois a mis en œuvre un plan d'une ampleur comparable au plan de sauvetage américain, sauf qu'il ne s'agit pas de gaspiller l'argent public à renflouer des banques mais d'investir massivement dans les infrastructures dont la Chine a grand besoin, avec un zeste de mesures sociales en faveur de la santé et de l'éducation (moins de 1 % du total). Ce plan connaît un succès réel dans l'immédiat et explique pourquoi l'économie chinoise ne s'est pas écroulée et résiste à la crise au point de permettre à beaucoup de pays asiatiques de maintenir la tête hors de l'eau. Mais cette reprise en Asie est fragile et ne peut être durable. Les investissements doivent bien servir à produire des marchandises qui doivent être vendues. Or, la part des salaires

dans la richesse nationale en Chine a tellement régressé ces dernières années que l'on voit mal comment l'économie chinoise pourrait se rééquilibrer en se recentrant rapidement sur son marché intérieur. Dans une certaine mesure, ce constat est vrai pour les autres pays asiatiques et la reprise devrait se heurter à terme à une insuffisance de débouchés. Bien que la présence dans la région de « poids lourds » comme la Chine, l'Inde et le Japon rend plus crédible l'idée que les économies asiatiques pourraient se recentrer sur elles-mêmes pour traverser le gros de la tempête, l'idée d'un « découplage » d'avec l'économie mondiale se heurte là aussi à l'ampleur des inégalités et de la pauvreté. Mais les marges de manœuvres sont certainement plus importantes qu'en Amérique latine.

● **Sur le plan théorique, le séminaire a entamé une discussion sur la portée et l'actualité de la « théorie des ondes longues »** dont la tradition remonte à Léon Trotsky et Ernest Mandel mais que l'on retrouve aussi chez d'autres économistes marxistes et non-marxistes. Cette théorie a joué un rôle important dans l'analyse économique et politique de la IV^e Internationale.

Il ne s'agit pas dans ce bref compte-rendu d'en faire un exposé exhaustif mais simplement d'en rappeler l'essence. L'histoire du capitalisme révèle des phases expansives de plusieurs décennies suivies de phases récessives qui s'étalent elles-mêmes sur plusieurs décennies. L'existence passée d'une relative régularité dans la durée de ces « ondes longues » a créé la tentation de pouvoir prédire l'avenir avec une relative certitude. Cette tentation doit être fermement écartée car l'histoire, comme l'économie, n'obéit à aucune mécanique horlogère. Dans ces conditions l'utilité de la « théorie des ondes longues » est d'inviter à porter un diagnostic politique et économique sur la nature des périodes historiques du capitalisme. S'y ajoute une difficulté supplémentaire qui tient aux rapports entre l'économie et le politique. Il n'y a pas de lien simple et automatique entre les contextes économique et politique. Autrement dit, une crise économique ne conduit pas automatiquement à une crise politique et encore moins à une crise révolutionnaire. Il n'en demeure pas moins qu'analyser les crises, ou les phases d'expansion du capitalisme, permet de porter un jugement politique plus éclairé sur les difficultés que les gouvernements doivent résoudre ou des marges de manœuvre dont ils disposent.

Sur cette base, il reste à analyser l'actuelle onde longue dépressive qui a débuté en 1967 aux États-Unis au moment où le taux de profit s'est retourné à la baisse. Entre 1967 et 2007, (la dernière année avant la crise actuelle) quarante ans se sont écoulés alors que les ondes récessives passées étaient en moyenne de 25 ans. Comment expliquer une telle longueur ? Un premier exposé a insisté sur le rôle particulier de la finance dans le capitalisme tardif. La finance aurait retardé l'éclatement de la crise actuelle, en soutenant « artificiellement » la demande des ménages dont le pouvoir d'achat n'augmentait pas suffisamment. L'arrivée de la crise aurait été repoussée par la montée de l'endettement des ménages. Les dettes ne pouvant éternellement s'accumuler mais devant un jour être payées, la crise actuelle serait finalement la « grande crise » provoquée par la fin de l'onde longue de l'après-guerre. La finance n'est évidemment pas le seul facteur à avoir retardé la crise. La chute de l'URSS et des régimes staliniens d'Europe de l'est, la conversion de la Chine et du Vietnam au capitalisme, l'expansion des pays asiatiques, la dette payée par les pays d'Amérique latine et d'Afrique, ont ouvert de nouveaux marchés aux firmes multinationales et soutenu d'une manière générale le capitalisme des pays impérialistes, retardant d'autant l'échéance de la crise.

Un deuxième exposé explique la longueur de l'onde longue récessive par le fait que les capitalistes ont réussi à rétablir le taux de profit à partir des années 1980, mais sans que ces profits se transforment intégralement en investissements, pour essentiellement trois raisons : la première est que les actionnaires prélèvent une part grandissante de ce profit qui leur est versé sous forme de dividendes ; ou alors les profits servent à racheter les actions de l'entreprise pour que les actionnaires puissent les revendre à un prix plus élevé en empochant une plus-value spéculative. La deuxième raison tient à l'incapacité du capitalisme actuel à satisfaire les besoins sociaux par une

offre privée de biens et services rapportant un profit élevé ; il y aurait une inadéquation croissante entre ce que souhaite consommer une fraction grandissante de la population (les services à la personne par exemple) et la capacité du capitalisme à satisfaire cette demande de manière rentable. Enfin, l'exigence d'un taux de profit plus élevé qu'autrefois pour verser les revenus exigés par les actionnaires conduirait à une progression insuffisante de la demande de marchandises. La faiblesse de la demande contribuerait à un investissement plus faible et donc à une croissance plus lente.

Comme on l'aura compris, ces explications de la longueur de l'onde longue récessive s'appuient sur l'idée que le taux de profit s'est rétabli sans que pour autant s'enclenche une nouvelle onde expansive. Certains contestent cette position en affirmant que le taux de profit n'a cessé de se dégrader depuis 1967 aux États-Unis et le début des années 1970 en Europe. Il s'agit d'un débat très important dans la mesure où l'évolution du taux de profit, sans expliquer à lui seul l'ensemble des aspects de la crise, est un élément clef pour faire un diagnostic de l'état de santé du capitalisme. Le débat est à la fois empirique et conceptuel. Empirique, car les banques de données disponibles ne donnent pas toutes des résultats identiques. Conceptuel, car ces données ne sont de toute manière pas adaptées au concept marxiste du taux de profit qui aurait besoin d'une comptabilité nationale mesurant la valeur des marchandises, du capital et de la force de travail en quantités de travail, ce qui n'est pas le cas. Enfin, à l'heure du capitalisme mondialisé, les firmes multinationales s'adressent d'emblée au marché mondial et définissent leur stratégie de profit à cette échelle. Il faudrait donc pouvoir calculer le taux de profit de ces firmes directement à l'échelle mondiale, ce que ne permettent pas de faire les comptabilités macroéconomiques qui restent nationales. Calculer le taux de profit en rapportant le taux de profit observé dans un pays au stock de capital mesuré dans ce pays a-t-il encore un sens ? Le séminaire n'a évidemment pas épuisé ce débat qui devra se poursuivre.

● **Les crises alimentaire, énergétique, environnementale et climatique ont ensuite été abordées.** Il s'agit de sujets complexes en eux-mêmes dont les liens avec la crise économique devront faire l'objet d'approfondissement. En résumé, la transformation de l'alimentation en marchandises produites et vendues par les grandes firmes multinationales de la chimie et de l'agro-business a entraîné la ruine de nombreux petits paysans qui ne peuvent plus se nourrir et nourrir les populations qui les entourent. L'agriculture productiviste accélère l'épuisement des ressources naturelles comme l'eau et la dépendance au pétrole dont elle est une grande consommatrice. L'agriculture capitaliste est intensive en machines énergivores et en engrais polluant, génère des flux de transports inutiles sur des longues distances. De cette manière, les firmes multinationales de l'agro-business participent activement au réchauffement de la planète. Contre le droit à la souveraineté alimentaire, elles défendent partout le libre-échange dont elles sont les premières bénéficiaires en prétendant qu'il conduit à une baisse du prix des aliments et participe ainsi à la lutte contre la pauvreté. La hausse des prix alimentaires en 2007-08 et la famine qu'elle a provoquée montrent à quel point il s'agit de mensonges qu'il convient de dénoncer. La faim est le produit du rapt de l'agriculture par les firmes multinationales et non pas d'une incapacité de l'agriculture paysanne à nourrir la planète. La hausse du prix du pétrole accentue l'absurdité de la situation en incitant les gros producteurs à vendre leur production pour fabriquer de l'éthanol (par ailleurs subventionné) plutôt que des aliments. La hausse tendancielle du prix du pétrole du fait de sa raréfaction va donc créer une pression permanente à la hausse des prix alimentaires dont les petits producteurs ne profitent même pas car ils n'ont pas accès aux marchés d'exportation. Dans l'immédiat, la crise économique a tendance à réfréner la hausse du prix du pétrole, mais une reprise économique plus forte entraînera le retour d'un pétrole cher et dans son sillage la hausse des prix alimentaires. La fin de la crise ne sera pas celle de la faim, bien au contraire.

● **Pour finir, l'exposé sur la crise climatique** a montré que les prévisions les plus pessimistes du GIEC sont malheureusement les plus vraisemblables car ce sont celles-ci qui commencent à se

réaliser. On observe en particulier que la fonte des glaces aux pôles ne suit pas une évolution lente et régulière mais progresse plus rapidement par bonds. Pour autant, les mesures annoncées par l'Union Européenne et les Etats-Unis, visant à réduire le réchauffement climatique en mettant en place un marché des droits à polluer, sont de la poudre aux yeux. Non seulement elles sont calées sur les prévisions les plus optimistes du GIEC, et donc ne visent pas à réduire les émissions de gaz à effet de serre dans une proportion suffisante, mais ce sont de fausses mesures dans le sens où la majeure partie des droits à polluer sont distribués gratuitement aux entreprises. Le prix des droits est tellement faible qu'il n'incite en rien les entreprises à réduire les émissions de polluants et leur consommation d'énergie. L'idée d'un capitalisme vert est donc une illusion et il faut lui opposer le projet d'un écosocialisme qui est le seul à pouvoir introduire la rupture nécessaire : l'élimination de la production pour le profit devrait conduire à une décroissance indispensable, à la réduction de la consommation d'énergie et à la préservation de la nature tout en maintenant les seules productions nécessaires à un projet d'émancipation sociale.

● **Le séminaire s'est conclu sur un exposé des alternatives possibles au sud et au nord pour une sortie progressiste de la crise.** L'objectif est de définir un ensemble de mesures qui répondent aux préoccupations immédiates des travailleurs tout en jetant un pont vers une société « écosocialiste ». C'est la démarche adoptée par Léon Trotsky dans le Programme de transition en 1938. Certaines mesures alors proposées sont d'une actualité criante : l'indexation des salaires à l'évolution du coût de la vie ; la réduction radicale des heures de travail avec maintien des salaires et embauche compensatoire, ce qui revient à interdire les licenciements ; le contrôle de l'entreprise par les salariés ; l'expropriation de certains groupes de capitalistes, des banques privées et l'étatisation du système de crédit que l'on doit opposer au sauvetage des banques par l'argent public auquel on assiste aujourd'hui.

Le programme de nationalisation de la terre et de collectivisation de l'agriculture doit être élaboré de façon à exclure radicalement l'idée de l'expropriation des petits paysans ou de leur collectivisation forcée mais au contraire comme un moyen de redonner vie à l'agriculture paysanne à la place de l'agriculture productiviste des grands groupes capitalistes. Benetton, qui a acheté des terres immenses en Argentine en expulsant les populations indiennes, est un exemple d'entreprise qui devrait être expropriée. L'expropriation des expropriateurs ne signifie pas non plus la confiscation forcée de la propriété des petits artisans et des petits boutiquiers.

Mais il s'agit d'aller au-delà du refus de payer la crise et pour une redistribution radicale des richesses. Il faut intégrer en les discutant les nombreuses propositions que l'on retrouve dans la « déclaration de Bélem » adoptée par le dernier Forum social mondial en 2009, la « déclaration des peuples indigènes », la « déclaration pour une justice climatique » adoptées lors du même forum. C'est la conception même de la richesse et la manière dont les richesses sont produites qu'il faut contester.

Jean Sanuk

P.-S.

* Paru dans Inprecor N° 556-557, janvier 2010.

* Jean Sanuk, économiste, correspondant d'Inprecor pour l'Asie, a été l'organisateur du séminaire d'économistes et de membres de la IV^e Internationale, tenu du 2 au 4 octobre 2009 à l'Institut

international de recherche et de formation (IIRF) à Amsterdam, dont les articles publiés dans ce numéro d'*Inprecor* sont issus.

Notes

[1] L'Institut International de Recherche et de Formation (IIRF), basé à Amsterdam, est un centre pour le développement de la pensée critique, pour l'échange des expériences et l'interaction entre des militant(e)s investi-e-s dans des luttes quotidiennes sur le terrain. On trouvera sur son site le programme du séminaire.

http://www.iire.org/component/option,com_frontpage/Itemid,1/lang,fr/

[2] La plupart des contributions écrites ont été publiées dans un numéro spécial d'*Inprecor* et sur son site. Elles le seront aussi, progressivement, sur celui d'ESSF (des graphiques n'étant cependant pas reproduits dans ce dernier cas).

[3] Les « subprimes » sont des crédits accordés à des ménages « à risque » soit parce qu'ils sont déjà très endettés, soit parce que leurs revenus sont faibles. Dans tous les cas il s'agit de la tentative vaine en définitive de vendre des marchandises à des gens qui n'en ont pas les moyens.